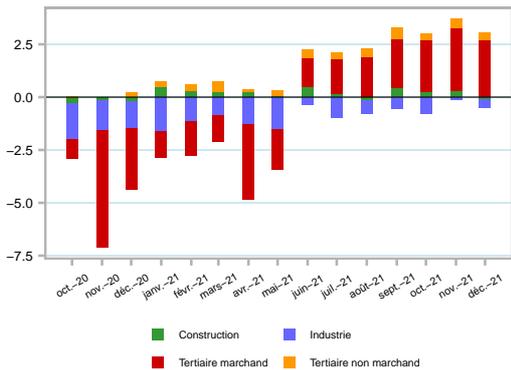


PRODUCTION

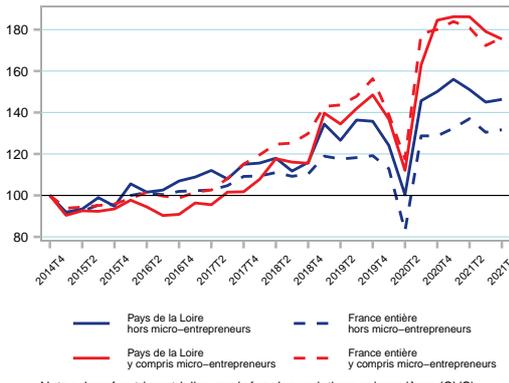
Activité économique

Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014

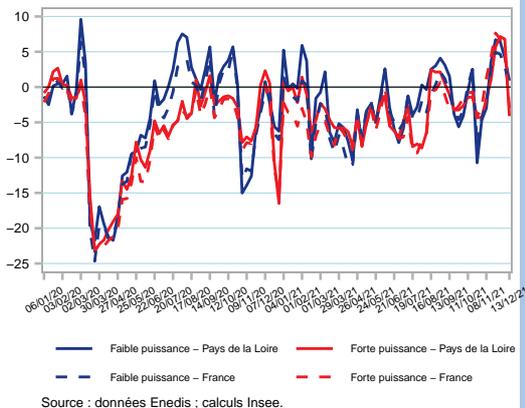


En décembre 2021, le volume d'heures rémunérées (hors chômage partiel) est supérieur de 3 % à son niveau de 2019, après +2 % en octobre et +4 % en novembre. Au niveau national, celui-ci est supérieur de 1 % à son niveau de 2019. En moyenne, sur l'année 2021, le PIB progresse en France de 7,0 %, après -8,0 % en 2020.

Au 4e trimestre 2021, les créations d'entreprises reculent de 2,0 % par rapport au trimestre précédent, après -3,8 % au 3e trimestre. Les créations hors micro-entreprises augmentent de 0,9 %, après -4,0 % au trimestre précédent.

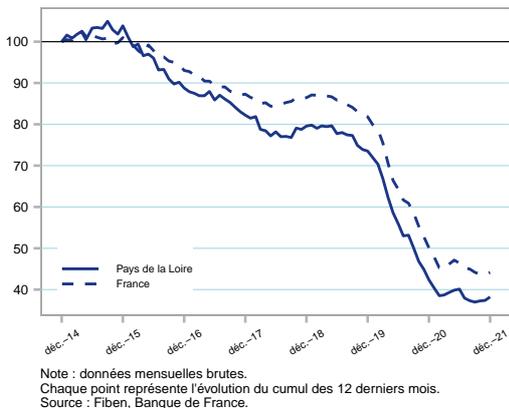
Consommation d'électricité des entreprises

Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en décembre 2014

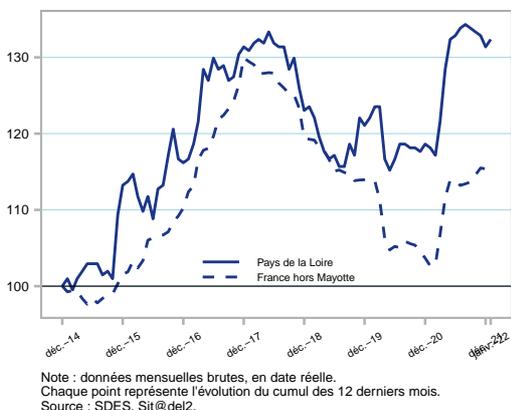


Après une baisse entre mi-septembre et mi-novembre, la consommation électrique des entreprises retrouve un niveau moyen supérieur à la normale. Sur les 4 semaines du 22 novembre au 19 décembre, elle est supérieure de 4 % à son niveau moyen pour les compteurs forte puissance et de 5 % pour les compteurs faible puissance.

En décembre 2021, les défaillances d'entreprises cumulée sur 12 mois sont en légère hausse (+2 %). Malgré l'abandon progressif des dispositifs de soutien – une partie des mesures étant reconduites dans le plan de sortie de crise, le nombre de défaillances se maintient à un niveau historiquement bas.

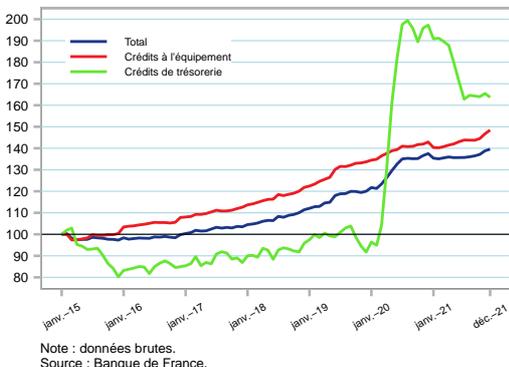
Logements commencés

Indice base 100 en décembre 2014



Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en janvier 2015



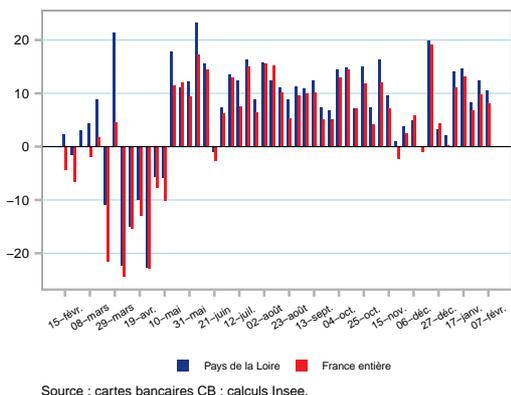
Fin janvier 2022, 27 000 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Le niveau cumulé est en légère hausse (+0,7 %) et reste particulièrement élevé. En France, le niveau est stable.

En décembre 2021, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie diminuent légèrement de 1 %. La tendance est relativement stable depuis août 2021 après une forte baisse entre mars et juillet. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 75 % à leur niveau de décembre 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

CONSOMMATION – ÉPARGNE

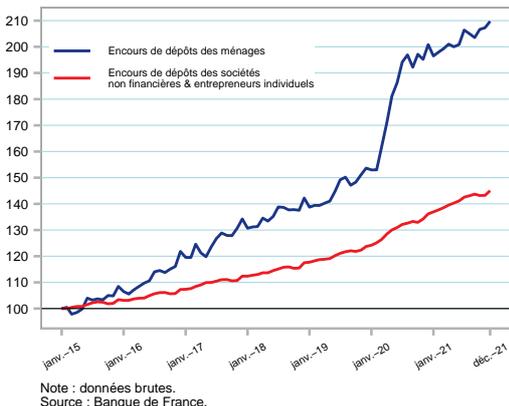
Transactions bancaires

Évolution des montants de transactions par rapport à la semaine équivalente de 2019 (en %)



Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



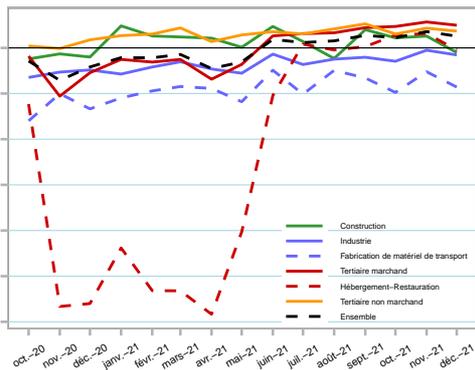
Après un pic atteint lors de la semaine de Noël, suivi d'un creux avant les soldes d'hiver, les transactions bancaires restent nettement supérieures à leur niveau de 2019. En moyenne sur les 4 semaines du 17 janvier 2022 au 13 février 2022, elles sont supérieures de 11 % à leur niveau de 2019, contre +9 % au niveau national.

En décembre, les encours de dépôts des ménages sont en hausse de 1,2 %. La tendance haussière des derniers mois est loin d'égaliser les très fortes hausses de la période de mars à août 2020. Les encours de dépôts des entreprises augmentent de 1,3 %.

EMPLOI – CHÔMAGE

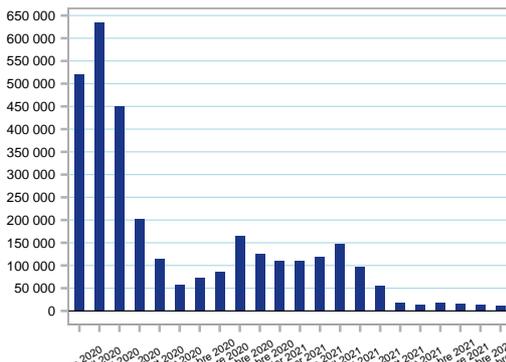
Heures rémunérées

Évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.

Activité partielle : nombre de salariés indemnisés



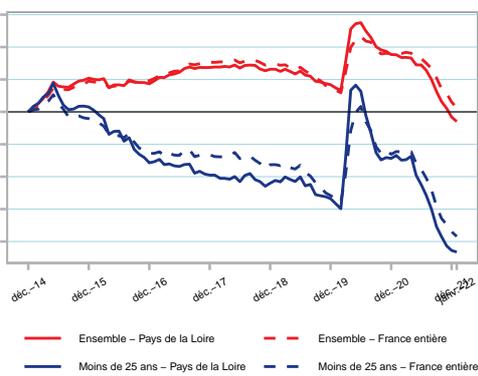
Source : Drets Pays de la Loire.

En décembre 2021, le volume d'heures rémunérées est en baisse par rapport à la normale (même mois en 2019) dans l'industrie (-2 %) et la construction (-1 %). Au contraire, celui-ci est en hausse dans les secteurs tertiaires marchand (+5 %) et non marchand (+4 %). L'hébergement-restauration, très impacté pendant la crise, est stable par rapport à son niveau de 2019. La fabrication de matériel de transport est en deçà de 9 %, en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

En décembre 2021, 10 700 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 14 000 en novembre et 16 000 en septembre.

Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC

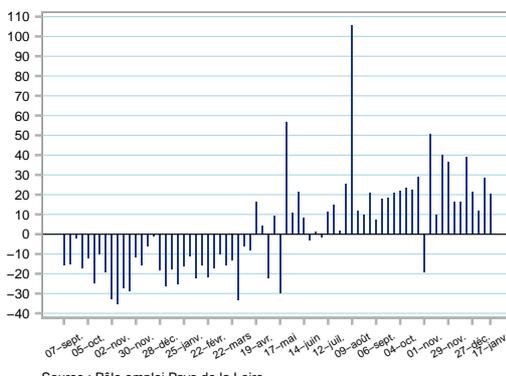
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données CVS. Source : Pôle emploi – Dares.

Offres déposées à Pôle Emploi

Évolution par rapport à la semaine équivalente de 2019 (en %)



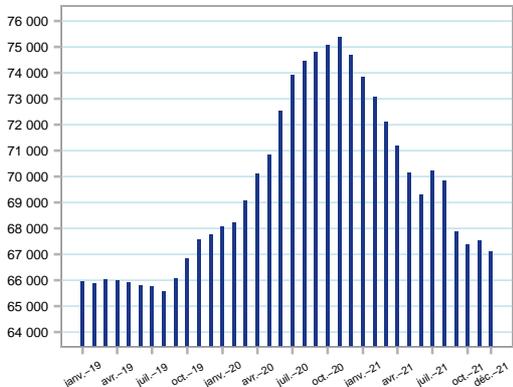
Source : Pôle emploi Pays de la Loire. Note : S1 2021 et S1 2022 sont ramenées à S2 2019 pour avoir le même nombre de jours ouvrés.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A,B ou C poursuit sa baisse en janvier 2022 (-0,7 %, contre -0,9 % au niveau national). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue un peu moins fortement (-0,3 %, contre -0,9 % au niveau national).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent depuis mi-juillet 2021. En moyenne sur les 4 semaines du 27 décembre 2021 au 23 janvier 2022, elles sont supérieures de 20 % à leur niveau de 2019.

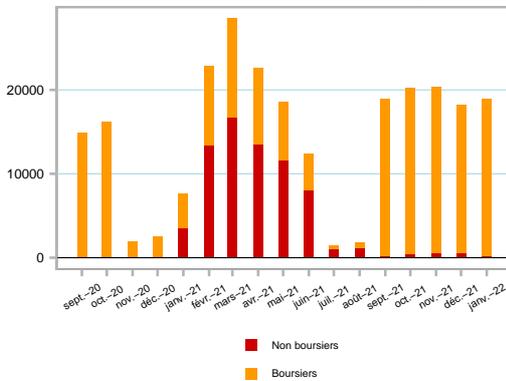
IMPACTS SOCIAUX

Bénéficiaires du RSA



Note : Les données des 6 derniers mois ne sont pas définitives. Source : CAF, extraction fin août 2021.

Nombre d'étudiants bénéficiaires du repas à 1 €

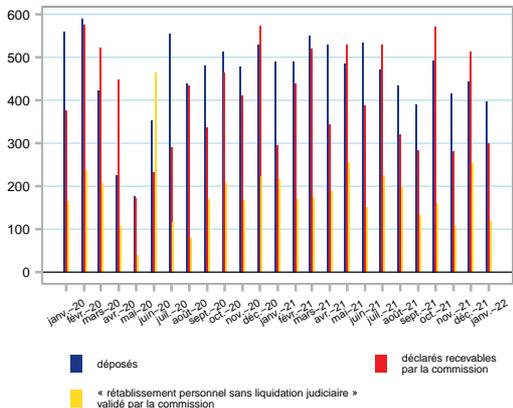


Note : bénéficiaires au moins une fois dans le mois, dans les structures Crous uniquement. Données du dernier mois provisoires. Source : Crous.

En décembre 2021, 67 100 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaires diminue légèrement de 0,6 %. La tendance est à la baisse depuis décembre 2020. Le nombre de bénéficiaires est inférieur de 1 % à son niveau de décembre 2019.

Depuis septembre 2021, seuls les étudiants boursiers et les étudiants non boursiers en situation de précarité peuvent bénéficier des repas à 1€. En janvier 2022, le nombre d'étudiants bénéficiaires des repas à 1€ est en hausse de 4 % par rapport au mois précédent.

Surendettement : nombre de dossiers



Source : Banque de France.

Bénéficiaires de l'ASS (allocation de solidarité spécifique)

Base 100 en décembre 2014



Note : Données brutes. Champ : DEFM de catégories ABC. Source : Pôle emploi.

En janvier 2022, le nombre de dossiers de surendettement repart à la baisse (-11 %) après une hausse de 6 % au mois précédent. Le nombre de dossiers jugés recevables repart également à la baisse (-41 %) après une hausse de 83 % au mois précédent.

En janvier 2022, 13 200 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en légère hausse (+0,5 %) après quatre mois consécutifs de baisse.